



10 ANS DE NOTRE EUROPE

Synthèse des débats du Conseil Européen d'Orientation

Réunion du 17 novembre 18h-20H

par Gaétane Ricard-Nihoul, Secrétaire Générale

Jacques Delors ouvre la réunion en remerciant les membres du CEO qui sont venus célébrer l'anniversaire de *Notre Europe* et débattre de l'avenir de l'UE, à quelques mois des célébrations du 50^e anniversaire du Traité de Rome. Il rappelle que l'idée est de tenir une réunion du CEO une fois par an et si possible d'adopter un texte pouvant exercer une influence.

Le Président fondateur de *Notre Europe* rappelle que cette réunion, à l'occasion des 10 ans de Notre Europe, est particulière puisqu'elle ne dure que 2 heures. Il propose de structurer les interventions autour de 3 grandes questions :

1. Faut-il revoir la philosophie des Pères fondateurs ?
2. Nos difficultés viennent-elles d'un désenchantement démocratique ou d'une lacune démocratique ?
3. Faut-il maintenir à 27 le cap vers une Union politique, qui était le projet initial des 6 ?

Analyse

Crise de sens

Même si beaucoup rappellent que l'intégration européenne n'a jamais été un long fleuve tranquille, le constat de crise est unanime. La plupart sont aussi d'accord pour dire que cette crise est plus qu'une crise institutionnelle, qu'elle touche la question du sens et de la finalité de l'Europe. Au cœur de cette crise se trouvent la peur de l'avenir et le fait que la construction européenne n'incarne plus nécessairement la promesse de meilleurs lendemains.

Alors que les enquêtes indiquent que les citoyens continuent de vouloir plus d'Europe dans un grand nombre de domaines, le décalage de l'opinion publique par rapport au projet européen est une réalité que tous reconnaissent et déplorent. L'Europe est de plus en plus perçue comme étant compliquée, lointaine et impersonnelle. L'Europe impose des contraintes que les hommes politiques nationaux imputent à « Bruxelles », faisant preuve d'une schizophrénie de plus en plus préjudiciable à l'esprit européen.

Les causes de cette crise sont multiples. Le fait que l'Europe soit victime de son propre succès – avoir installé une paix durable que les jeunes générations prennent pour acquise – est une des raisons. C'est aussi une crise de dimension : passer de 15 à 27 en moins de dix ans a inévitablement un impact sur la nature du projet européen.

Mais, pour la majeure partie des membres du CEO, trois phénomènes sont surtout responsables de cette crise de sens. Le premier est celui de la globalisation, ce sentiment diffus pour la population de changement d'ère économique et géopolitique, sur fond de grandes puissances émergentes et de marginalisation du continent européen. Là où ce phénomène fait peur – et les perceptions varient d'un groupe de pays à l'autre -, l'UE est plutôt perçue comme l'introduction à marche forcée de la mondialisation, plutôt que comme une protection par rapport à celle-ci.

Autre facteur créant le malaise dans l'opinion publique : l'incertitude sur les frontières de l'Europe, avec en toile de fond la question de l'adhésion de la Turquie. Pour certains membres du CEO, c'est le refus de définir ces frontières de manière claire qui crée les difficultés. Pour d'autres, les Européens seraient prêts à vivre avec des frontières mouvantes pourvu que le sujet ne soit pas tabou et qu'il y ait de vrais débats politiques et citoyens sur l'avenir du projet européen.

Enfin, une troisième raison de ce désenchantement citoyen est d'ordre démocratique. La grande majorité des membres du CEO sont déçus de voir que la dimension européenne n'a toujours pas pénétré, au quotidien, les débats politiques nationaux. Avec un espace public européen en construction et une insuffisance de relais aux niveaux national et local, les gens ont le sentiment d'être impuissants face aux décisions prises à Bruxelles.

Vision commune et leadership

Pour beaucoup, ces phénomènes sont aggravés par le manque de leadership politique. Pour certains, la crise est même principalement une crise de direction politique. Les leaders profondément européens sont rares dans les Etats membres et le leadership institutionnel fait lui aussi défaut. La Commission, en particulier, joue de moins en moins son rôle d'aiguillon de l'intérêt général européen.

En même temps, beaucoup reconnaissent que l'exercice de leadership est difficile sinon impossible dans une Union qui manque de vision commune. Le consensus de base, en particulier sur le rapport entre l'économie et le social, n'existe plus autour de la table du Conseil, et même au sein de la Commission et du Parlement européen. Il y a un débat de fond à mener, en osant mettre à plat ces conceptions divergentes.

Actions et institutions

Pour arriver à une meilleure symbiose avec l'opinion publique, prendre le chemin des actions européennes concrètes est bien sûr indispensable. Que l'Europe soit plus directement pertinente pour les citoyens dans leur vie quotidienne, en s'attaquant à leurs problèmes d'emploi, de sécurité, d'environnement, est une nécessité mise en avant par la plupart des intervenants.

Beaucoup plaident cependant pour ne pas séparer l'idée des résultats de la question des institutions. L'un ne va pas sans l'autre et le risque, si on les dissocie, est de voir dans la cause de la crise ce qui n'est en fait que le reflet de celle-ci. Le cœur de la dynamique communautaire continue de résider dans la capacité de l'Union à prendre des décisions. Les aménagements institutionnels indispensables dans une Europe élargie restent donc tout aussi prioritaires que les avancées concrètes. En particulier, l'abandon du vote à l'unanimité est central.

Mais pour la plupart des membres du CEO, l'enjeu va même au-delà du maintien de la dynamique de réforme institutionnelle. Si beaucoup affirment ne pas avoir de remède miracle pour sauver tout ou partie du Traité constitutionnel, ils mettent en garde contre le risque de dilapider le trésor institutionnel accumulé depuis 50 ans si l'on n'est pas vigilant. La Commission, en particulier, institution clé de la méthode communautaire, doit préserver farouchement ses prérogatives.

Propositions

Jeunesse et éducation

Plusieurs intervenants s'alarment face au manque de connaissance flagrante des enjeux européens chez les jeunes (et dans l'opinion publique en général), regrettent le manque d'enseignement sur ces questions dans les écoles et plaident pour une meilleure pédagogie sur l'Europe. La mobilité des jeunes est aussi

mise en avant par certains membres, qui proposent de donner beaucoup plus d'ampleur et de moyens aux programmes de mobilité et à Erasmus en particulier.

La jeune génération n'a plus la même relation émotionnelle avec l'Europe, que pouvaient avoir leurs parents ou leurs grands-parents. Plusieurs intervenants considèrent indispensable de leur donner de nouvelles motivations. La réunification du continent européen aurait pu être ce nouvel horizon mais l'occasion a été manquée. Le projet mobilisateur pour demain se situe sans doute dans la volonté de faire de l'UE un acteur influent dans le monde, et en tout cas, éviter sa marginalisation au 21^e siècle.

Energie et environnement

Revenir à la méthode des Pères fondateurs, ce n'est pas seulement trouver l'objectif mobilisateur, c'est aussi agir sur les sujets qui divisent le moins. A cet égard, les membres du CEO sont unanimes : l'énergie et l'environnement sont les politiques communes à développer impérativement. Outre la nécessité écologique, politique et économique d'agir dans ces domaines, ils présentent le grand avantage de parler aux citoyens et aux décideurs. L'urgence de créer une politique à l'échelle européenne semble comprise par tous.

A nouveau, cependant, plusieurs intervenants insistent sur la nécessité de réfléchir aux moyens de mener ces politiques. A l'heure actuelle, l'Union manque de moyens juridiques, en particulier dans le domaine de l'énergie, trop souvent abordé sous l'angle étroit de la concurrence, et l'intergouvernemental finit souvent par dominer.

Politiques économiques

La relance européenne doit aussi, bien évidemment, pouvoir se reposer sur la croissance et le renouveau de l'économie sociale de marché. A cet égard, plusieurs intervenants soulignent que la Stratégie de Lisbonne est une très bonne idée mais avec une mauvaise méthode. Ils plaident pour une meilleure coordination des politiques économiques, couplée d'une lutte contre le dumping social.

Partis politiques

Pour que la problématique européenne soit plus présente dans les débats politiques nationaux et que la pratique démocratique soit plus fluide entre les niveaux européen, national et local, les partis politiques ont, pour beaucoup d'intervenants, un rôle central à jouer. Renforcer les partis politiques européens et accroître, notamment par ce biais, la lisibilité des débats au sein d'un Parlement européen se penchant plus souvent sur les grands axes législatifs, est la première voie. Œuvrer pour l'européanisation des partis nationaux et de leur programme est la deuxième.

Le Président de *Notre Europe*, Tommaso Padoa-Schioppa, conclut la réunion en remerciant les intervenants et en les invitant à prolonger la soirée par le dîner d'anniversaire des dix ans de *Notre Europe*. Le Comité Européen continuera de jouer son rôle d'orientation pour les travaux de *Notre Europe* et les pistes pour l'avenir de la construction européenne.